

**LES MOTS ET LES MAUX
DE LA DÉMOCRATIE**

**Analyse du registre lexical et thématique
de la transition démocratique
dans la presse béninoise**

Marie-Soleil Frère¹

Le Bénin, petit pays côtier de l’Afrique de l’Ouest, a entamé, en février 1990, une mue politique qui lui a valu d’être cité en exemple à l’intérieur comme à l’extérieur du continent africain et a contribué à ranimer la réflexion sur l’implantation de la “démocratie occidentale” dans les pays moins développés. Après dix-sept années d’un régime autoritaire se revendiquant du marxisme-léninisme, l’État béninois s’est trouvé obligé de lâcher du lest, confronté d’une part au mécontentement et aux revendications d’une population urbaine insatisfaite (face à une administration ruinée, incapable de payer les salaires et de remplir ses devoirs) et d’autre part aux pressions des bailleurs de fonds conditionnant l’octroi de leur soutien à des réformes politiques. La libéralisation initiée par le régime en place s’est accompagnée d’un renouvellement fondamental du discours politique illustré par les propos virulents d’une nouvelle presse privée qui, rompant avec la

¹ Chargée de recherches au FNRS, Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

langue de bois des médias officiels, a imposé une langue neuve, dépoussiérée, ancrée dans les idéaux et la terminologie de la démocratie.

Pendant une période (dite de “transition”) de treize mois¹, le Bénin a tracé un chemin que nombre d’autres États africains allaient ensuite emprunter, balisé par les étapes suivantes : tenue d’une Conférence Nationale des Forces Vives de la Nation, effacement du pouvoir de l’ancien président et nomination d’un premier ministre chargé de mener à bien les changements, élaboration d’une nouvelle Constitution, organisation d’élections libres et pluralistes. Dans l’effervescence de la liberté nouvelle, la multiplication exponentielle des partis politiques et des titres de presse privés, rompant avec le monopole étatique, symbolisaient et proclamaient le début d’une ère nouvelle. “Rien ne sera plus jamais comme avant”², s’exclamait un journaliste.

Six ans plus tard, en mars 1996, l’ancien dictateur, le Général Mathieu Kérékou, remportait les élections présidentielles devant Nicéphore Soglo, l’ élu de la transition, et retrouvait donc son siège de chef d’État dans le Bénin nouveau. Cette victoire a suscité de nombreux commentaires. On a parlé du retour au pouvoir de l’armée et des anciens dignitaires... On a évoqué le désenchantement des citoyens déçus par le processus démocratique... On a montré l’importance du vote régionaliste et du jeu des alliances de politiciens peu scrupuleux. On a souligné le soutien implicite de la France au candidat vainqueur et, par conséquent, l’influence persistante de la métropole dans son ancienne colonie...

Tout cela était-il vraiment neuf ? Vraiment surprenant ?

Pendant la période de transition, la nouvelle presse privée avait célébré le retour de la liberté retrouvée. Elle avait vanté les mérites de la démocratie et suivi attentivement le déroulement du processus

¹ La période de transition proprement dite a duré de la tenue de la Conférence Nationale (février 1990) aux premières élections législatives et présidentielles démocratiques (mars 1991). Pour une description factuelle de la transition béninoise, voir A. ADAMON, *Le Renouveau démocratique au Bénin : la Conférence nationale des Forces Vives et la période de Transition*, Paris, L’Harmattan, 1995 et *Le Renouveau démocratique au Bénin : les élections de la période de Transition*, Porto-Novo, Éditions des Presses du Journal Officiel, 1995. Ainsi que R. BANÉGAS, “Retour sur une transition modèle : les dynamiques du dedans et du dehors de la démocratisation béninoise”, in, J.-P. DALOZ et P. QUANTIN (éd.); *Transitions démocratiques africaines*, Paris, Karthala, 1997, p. 23-94.

² *Tam-Tam Express* n° 53, 3-16 décembre 1990.

d'implantation des nouvelles institutions. Toutefois, elle avait déjà alors, au cœur de ce moment d'euphorie, émis certains doutes et formulé certaines craintes, soulignant les contraintes liées au contexte local ou les obstacles susceptibles d'entraver le succès de la "greffe démocratique". L'étude¹ attentive de cette presse de la période de transition permet de mettre en évidence, au cœur de ces attentes et de ces doutes, certaines observations pertinentes et même prémonitoires au regard des évolutions plus récentes de ce pays.

Dans cet article, nous allons tenter d'abord de cerner l'image de la démocratie présentée par les nouveaux journaux privés béninois. Dans une région qui n'avait guère connu jusque-là que l'autoritarisme du pouvoir colonial puis postcolonial, il est intéressant de découvrir quels sont les éléments dont usent les journalistes pour saisir et exposer la complexité et la fluidité démocratiques. Le renouvellement de la transition n'a pas porté seulement sur les pratiques politiques mais aussi sur le registre discursif : une terminologie, une thématique neuves ont émergé qui s'étale au grand jour dans les propos de la nouvelle presse écrite. Ensuite, nous exposerons les obstacles et contraintes relevés par cette presse comme entravant la transition démocratique et nous montrerons en quoi ils se sont effectivement révélés pertinents. C'est donc une double approche des mots qui disent la démocratie et des maux que ces mots expriment que nous proposons.

1. Quelle démocratie pour le Bénin ?

"La démocratie est un système de gouvernement auquel aspirent tous les peuples du monde"². déclarait *La Gazette du Golfe*, pionnier de la presse privée béninoise. Se revendiquant d'une conception

¹ Notre étude a porté sur la totalité des exemplaires publiés par cinq journaux privés de la période de transition, sélectionnés selon des critères de popularité, de régularité et de longévité. *La Gazette du Golfe* (qui publie, tout au long de la transition, deux éditions tout à fait différentes, l'une internationale, l'autre nationale), *La Récade*, *Le Forum de la Semaine*, *L'Opinion* et *Tam-Tam Express*.

² *La Gazette du Golfe* (édition internationale), n° 44, 1er-15 mars 1990. Premier journal privé apparu au Bénin, *La Gazette du Golfe* fut créée en mai 1988 par Ismaël Soumanou. Elle a préparé les esprits à la transition démocratique en tâchant de décrire les maux dont souffrait la société béninoise, pour devenir ensuite un des principaux animateurs du débat démocratique. Elle a publié une cinquantaine de numéros pendant la période de transition, les éditions nationale et internationale, bimensuelles, s'alternant pour lui conférer une périodicité hebdomadaire.

“universelle” de la démocratie, les journaux se démarquent d'emblée d'un type de considération qui a longtemps dominé l'étude du politique en Afrique et qui voulait que le régime démocratique ne soit pas adapté au continent noir. Comme le remarque un journaliste de *La Récade*, “si les États-Unis, la France, l'Angleterre, l'Allemagne ne se conçoivent d'autre cadre d'évolution que la démocratie, beaucoup pensent dans ces mêmes pays que seuls conviennent au tiers-monde l'autoritarisme, l'auto-colonialisme ou quelque succédané de démocratie”¹ La presse s'inscrit unanimement contre ce type de préjugé. “Ce n'est pas parce que ce système s'est solidement implanté en Occident (...) qu'il ne peut faire son chemin en Afrique”, note un rédacteur qui s'attaque à “l'ancien premier ministre français, M. Jacques Chirac, qui affirmait récemment que le multipartisme serait un luxe que ne sauraient se payer les pays du tiers-monde”². “Mais les Béninois ne l'écouteront pas, conclut un confrère de *L'Opinion*, parce que sa conception de la démocratie est sélective et discriminatoire : liberté à l'est, oppression au sud”³. Et *La Gazette du Golfe* s'exclame : “aucun peuple n'est né par la démocratie et dans la démocratie”⁴.

Cette démocratie que les journalistes béninois appellent de leurs vœux, c'est “la vraie démocratie” et non “l'autocratie déguisée que tentent de leur servir les dictateurs”⁵, non “une démocratie guidée ou populaire dans l'édification de laquelle un groupe éclairé et éclairant pense pour les autres”⁶. Les Africains ont déjà fait l'expérience de ce type de travestissement lexico-politique : le régime militaire et autoritaire qui a dirigé le Bénin de 1974 à 1990 ne se qualifiait-il pas de “démocratie populaire” ? Comme le constate *Le Forum de la Semaine*, “la démocratie n'est pas un concept nouveau pour le peuple

¹ *La Récade* n° 6, mars-avril 1990. Fondé en juin 1989 par Thomas Megnassan, ce mensuel publie 13 éditions pendant la transition.

² *La Gazette du Golfe* (édition internationale) n° 44, 1er-15 mars 1990.

³ *L'Opinion* n° 6, mars-avril 1990. Né le 15 février 1990, à la veille de la Conférence Nationale, ce journal, édité par Paulin Hountondji (qui se trouve être ministre de l'Education dans le gouvernement de transition) produit 19 numéros durant la période étudiée.

⁴ *La Gazette du Golfe* (édition internationale) n° 44, 1er-15 mars 1990.

⁵ *La Gazette du Golfe* (édition internationale) n° 50, 1er-15 juin 1990.

⁶ *La Gazette du Golfe* (édition internationale) n° 52, 1er-15 juillet 1990.

béninois”¹ mais ce n’est qu’à présent que “la plupart des peuples africains ont compris qu’il leur était présenté sous un faux jour”².

La presse béninoise est donc claire sur ce point : il ne s’agit plus, comme par le passé, d’adapter, ne fût-ce que dans des discours superficiels et mensongers, un concept apprécié de l’Occident aux impératifs proclamés de construction nationale ou de développement économique et social du pays (qui dissimulent souvent mal les pratiques autoritaires d’un pouvoir oligarchique). Le processus de démocratisation vise à mettre en place un régime réellement neuf et pluraliste, qui répond à certaines exigences précises et nécessite des bouleversements en profondeur. “Il n’y a pas de démocratie à moitié, de même qu’une femme ne peut pas être enceinte à demi”³, conclut un journal. La “démocratie” a été dévoyée, manipulée, travestie, vidée de son contenu par des pouvoirs africains autoritaires⁴ et la nouvelle presse privée, qui se veut porteuse d’un discours de vérité, en rupture avec la langue de bois de la période précédente, entend offrir et soutenir cette notion dans son acception non-pervertie.

Les journaux mettent en évidence ce qui constitue, selon eux, les fondements de cette démocratie “pure” dont ils observent et soutiennent l’implantation durant la période de transition.

Ce régime particulier repose d’abord sur des valeurs spécifiques. “La discipline, la rigueur, l’honnêteté, l’intégrité morale, le sens de la responsabilité”⁵, l’“esprit de droit et de tolérance”⁶, “l’espérance, la liberté, l’honneur, l’indépendance”⁷, ainsi que “le courage nécessaire pour poser clairement et ouvertement les problèmes de la nation, dire les choses comme elles devraient se passer, respecter la transparence et éviter la violence”⁸. Il s’agit “de susciter et de façonner, dans les hommes au pouvoir comme dans la société, l’esprit et la mentalité

¹ *Le Forum de la Semaine* n° 22, 12-18 septembre 1990. Créé par Bruno Sodéhou, cet hebdomadaire a vu le jour le 4 avril 1990 et a publié 50 numéros durant la période de transition.

² *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 27, 17-23 octobre 1990.

⁴ En Afrique, se sont cotoyées les “démocraties purement africaines” (comme la Société de Développement au Niger), les doctrines de l’authenticité (Zaïre, Togo), les “philosophies” politiques spécifiques (Kenya), les “démocraties populaires” (Bénin, Congo) se revendiquant toutes d’un “idéal démocratique” adapté aux réalités locales.

⁵ *L’Opinion* n° 7, 22 juin - 6 juillet 1990.

⁶ *La Récade* n° 5, janvier-février 1990.

⁷ *La Récade* n° 6, mars-avril 1990.

⁸ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 42, 1er-15 février 1990.

générateurs de la liberté et du pluralisme”¹. “Une véritable révolution des mentalités s’impose”².

Au-delà des nouvelles valeurs prônées, les journaux identifient les éléments institutionnels nécessaires à tout système démocratique. Le multipartisme, tout d’abord, est le “sous-ensemble principal”³ de la démocratie et constitue le “seul moyen pour éliminer tout abus de pouvoir politique”⁴. C’est un des “pôles moteurs de la renaissance démocratique”⁵. Chacun des différents partis permet “d’incarner et de représenter un grand courant de l’opinion sociale”⁶ afin que soient entendues “toutes les catégories socio-professionnelles, depuis les paysans jusqu’aux ouvriers des villes”⁷.

Les élections, autre exigence du système démocratique, sont “l’occasion pour les formations politique de guerroyer pour installer leurs hommes”⁸. “La concurrence doit s’accompagner de clarté, de crédibilité, de sérieux et de patriotisme”⁹ et, surtout, il faut “respecter les résultats issus des urnes”¹⁰. “Personne n’a le droit de bourrer les urnes, de manipuler les chiffres, d’intimider les votants, d’imposer des vues aux populations”¹¹. “Les vaincus doivent être de bons perdants qui ne doivent pas non plus être humiliés par les gagnants, les vrais vainqueurs étant la démocratie et la nation”¹². Les élections libres et pluralistes constituent un régulateur important du système : elles conduisent à “l’un des principes fondamentaux de la démocratie pluraliste que constitue l’alternance au pouvoir”¹³.

Un troisième élément est considéré par les journaux comme fondateur de la démocratie : l’existence d’une Constitution, définie comme “un pacte social et politique entre les individus de la même

¹ *Le Forum de la Semaine* n° 1, 4-10 avril 1990.

² *L’Opinion* n° 7, 22 juin - 6 juillet 1990.

³ *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

⁴ *La Récade* n° 5, janvier-février 1990.

⁵ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 46, 1er-15 avril 1990.

⁶ *Le Forum de la Semaine* n° 28, 24-30 octobre 1990.

⁷ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 46, 1er-15 avril 1990.

⁸ *Tam-Tam Express* n° 51, 3-17 novembre 1990. Deuxième journal privé à voir le jour au Bénin, *Tam-Tam Express* a été créé en juin 1989 par Denis Hodonou. Il a contribué à dévoiler la corruption et les malversations financières des grands du régime avant de disparaître subitement en octobre 1989, à la veille de la transition. Il réapparaît un an plus tard et n’a donc publié que 11 éditions jusqu’aux élections.

⁹ *Tam-Tam Express* n° Spécial, 4 février 1991.

¹⁰ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

¹¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

¹² *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

¹³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 45, 16-31 mars 1990.

société d'une part, les individus et ceux qu'ils choisissent pour les gouverner de l'autre"¹. C'est un "document sacré qui s'impose à tous les citoyens, à n'importe quel niveau où ils se trouvent dans la hiérarchie sociale"². Le texte constitutionnel ne doit pas être imposé verticalement par les dirigeants : il doit "émaner du peuple pour enfin revenir au peuple", "être l'affaire de tous et non de quelques intellectuels"³. Il n'acquiert également de véritable valeur que par l'application qui en sera faite concrètement : le texte ne suffit pas, il doit déboucher sur des actes. Comme le souligne un journal, "la Constitution ne va pas résoudre les tares qui sont dans l'homme lui-même"⁴. Et un journaliste de conclure : "la Constitution est comme un chapeau sur la tête (...) Tout dépend de comment la tête est faite. Si elle est mal faite, vous aurez beau arborer le plus magnifique des chapeaux, vous ne pourrez probablement jamais participer, et à plus forte raison gagner, un concours de beauté"⁵.

La liberté d'expression constitue un autre fondement de la démocratie. D'abord, parce que la parole libérée reste la première arme pour lutter contre l'arbitraire. "Le courage de s'exprimer librement, de proclamer quelques exigences élémentaires, incontournables, est la première condition pour forger ensemble un destin collectif, un destin véritablement national"⁶. C'est pourquoi un journaliste estime que "désormais, la peur de s'exprimer est un mal préjudiciable à l'essor de notre pays"⁷. La démocratie est véritablement en marche lorsque "ce qui se chuchotait tout bas hier entre quatre murs se proclame aujourd'hui tout haut, dans la rue et à la face du monde"⁸.

La liberté d'expression permet la confrontation de points de vue multiples, parfois contradictoires. "Le temps de l'unanimité grégaire et imbécile est révolu. Le pluralisme des opinions est la meilleure garantie de toute démocratie véritable"⁹. La démocratie "n'existe pas sans pluralité d'opinions, sans mélange de conception, sans brassage d'idées"¹⁰. Et c'est bien "la libre expression qui est le

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 62, 1er-15 décembre 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 17, 8-14 août 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 41, 16-31 janvier 1990.

⁵ *Le Forum de la Semaine* n° 35, 12-18 décembre 1990.

⁶ *L'Opinion* n° 1, 15 février 1990.

⁷ *La Gazette du Golfe* (internationale), n° 44, 1er-15 mars 1990.

⁸ *L'Opinion* n° 1, 15 février 1990.

⁹ *La Récade* n° 12, octobre 1990.

¹⁰ *La Récade* n° 11, septembre 1990.

gage du débat démocratique”¹. D’où l’importance fondamentale de la liberté de presse qui offre une tribune aux débats, tout en servant de contre-pouvoir : “le pluralisme de l’information est une arme efficace pour les citoyens dans un État de droit puisqu’il leur permet d’opérer des choix judicieux quant aux hommes qu’il faut à un certain moment pour conduire les affaires de l’État”².

La possibilité de s’exprimer librement et le droit à l’information sont liés à un autre fondement de la démocratie : le pouvoir populaire. “La démocratie, affirme un journaliste, c’est la large participation des masses laborieuses aux affaires publiques”³, “une participation de toutes les composantes de la nation à la gestion des biens publics et à la prise de décisions d’intérêt national”⁴. Dès lors, “sans la participation directe et effective du peuple, il n’y a qu’un simulacre et une caricature de démocratie”⁵. Cela implique d’ailleurs que non seulement la possibilité de participer à la vie politique soit offerte aux citoyens (par le biais du militantisme politique, des consultations électorales ou référendaires par exemple), mais que ces derniers s’y exercent effectivement. “Aucun citoyen ne doit rester indifférent à la politique et penser que c’est l’affaire de la seule minorité instruite”⁶ car la démocratie “n’est pas l’affaire d’un homme d’un groupe ou d’une quelconque confrérie obscure, c’est l’affaire de tous”⁷.

Enfin, “le respect des droits de l’homme est une des pierres angulaires”⁸, un des “attributs”⁹ de la démocratie qui lui est “intimement liée”¹⁰. “Seul le respect de la liberté et des droits de l’autre (individu, groupe social, religieux ou parti politique) peut contribuer à l’épanouissement de la démocratie pluraliste”¹¹. Et les journaux soulignent particulièrement la nécessité de respecter, dans un régime démocratique, “le droit à la différence”¹² et les droits des

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale), n° 44, 1er-15 mars 1990.

² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 47, 16-30 avril 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° Spécial, août 1990.

⁴ *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

⁵ *La Récade* n° 11, septembre 1990.

⁶ *L’Opinion* n° 7, 22 juin - 6 juillet 1990.

⁷ *La Récade* n° 11, septembre 1990.

⁸ *Tam-Tam Express* n° Spécial 22 mars 1991.

⁹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 52, 1er-15 juillet 1990.

¹⁰ *La Récade* n° 16, mars 1990.

¹¹ *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

¹² *Le Forum de la Semaine* n° 27, 17-23 octobre 1990.

minorités (une minorité ne devant “se soumettre aux décisions de la majorité que dans la stricte mesure du respect de ses droits”¹).

Sans qu’un journal formule une définition claire et complète du régime démocratique, les réflexions de la presse privée béninoise semblent converger avec l’approche théorique proposée par Diamond, Linz et Lipset qui citent comme conditions essentielles à la démocratie les trois éléments suivants² :

- l’existence d’une vaste et significative compétition entre individus et groupes organisés (partis politiques notamment) et cela à intervalles réguliers et sans recours à la force ;
- un degré très large de participation politique ;
- un niveau suffisant en matière de libertés civiles et politiques.

Les éléments considérés par la presse privée béninoise comme consubstantiels à la démocratie marquent tous une rupture importante avec l’organisation du politique ayant prévalu jusque-là dans l’État béninois, ce qui justifie sans doute qu’ils aient été considérés comme essentiels.

Le précédent régime politique béninois était autoritaire et rongé par la corruption. Il s’inscrivait dans la tradition de ce qu’un journaliste appelle “le présidentielisme «négro-africain», c’est-à-dire l’autocratie et le pouvoir personnel”³. Où le pouvoir est généralement “confisqué et conservé comme un bien familial aux mains d’une ethnie, d’une région ou d’un groupe d’hommes et de femmes”⁴. La corruption et les prébendes étaient la règle dans un État où “le général Kérékou a recruté son monde en achetant les ventres”⁵. Et les journaux se souviennent “des détournements abusifs et de la corruption des cadres, de la mauvaise gestion, du pillage dans nos banques”⁶, de la “puissante mafia tentaculaire (...) [qui] régentait à sa dévotion la vie de la nation. Ce ne fut que vol, viol et inimaginable racketage des moindres ressources”⁷.

Le régime béninois était monopartisan : le “règne ténébreux du parti unique” était imposé “sous le prétexte fallacieux et hypocrite selon lequel le multipartisme aboutirait à un gaspillage ou à une

¹ *La Récade* n° 12, octobre 1990.

² L. DIAMOND, J. LINZ, S. M. LIPSET (éd.), *op. cit.*

³ *La Récade* n° 10, août 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 55, 16 août - 15 septembre 1990.

⁵ *Le Forum de la Semaine* n° 48, 13-19 mars 1991.

⁶ *La Récade* n° 13, novembre 1990.

⁷ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

déperdition des énergies nationales”¹. Les élections y étaient manipulées, comme dans les autres pays d’Afrique, où les dirigeants étaient généralement “habitués à remporter les élections à 99,99 %”².

Une Constitution existait mais elle ne servait que de paravent, de façade : le Bénin, à l’instar de beaucoup de pays africains, donnait l’image d’“un monde ridicule où on exhibe une constitution prévoyant le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple mais où, dans le même temps, le pouvoir s’appuie directement sur la violence et n’est lié par aucune loi”³.

Quant à la participation populaire au pouvoir, elle restait inexistante dans “cette vulgaire dictature militaro-policière qui se baptisait pompeusement «dictature du prolétariat»”⁴. En janvier 1990, quelques semaines avant la tenue de la conférence nationale, un journaliste s’exclamait encore : “Nous sommes dans une réalité de monoculture politique où le seul droit de notre peuple est de savoir subir en silence”⁵.

Les droits de l’homme était constamment bafoués et un journaliste rappelle “les centaines de prisonniers d’opinion molestés, humiliés, parfois torturés, sauvagement meurtris dans leur chair, les milliers de citoyens arbitrairement détenus, privés de liberté, contraints à l’exil ou à la clandestinité, et cette terreur diffuse, omniprésente, à laquelle furent soumis pendant 17 ans plus de quatre millions d’hommes et de femmes”⁶.

Dans un tel contexte, la liberté d’expression était absente : “personne n’osait élever la voix pour prononcer clairement, sans crainte et à visage découvert, le désaveu formel du mensonge et de l’immoralité”. Or, “un peuple qui a peur est un peuple fini”⁷.

La rupture entre le nouveau projet démocratique et l’ancien régime béninois est donc totale : elle porte sur tous les points considérés par la presse comme consubstantiels à la démocratie. Multipartisme, élections libres, Constitution, droits de l’homme constituent autant d’institutions et de principes nouveaux dont l’adoption ne peut signifier que le début d’une ère inédite.

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 45, 16-31 mars 1990.

² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 41, 16-31 janvier 1990.

³ *La Récade* n° 16, mars 1991.

⁴ *L’Opinion* n° 18, 22 mars 1991.

⁵ *La Gazette du Golfe* (nationale) n° 2, 25 janvier 1990.

⁶ *L’Opinion* n° 16, février 1991.

⁷ *L’Opinion* n° 1, 15 février 1990.

2. Les obstacles au processus de démocratisation

La nouvelle presse privée, à la fois issue de la libéralisation et promotrice du régime démocratique, a réagi avec euphorie aux changements importants en cours. Pour *Tam-Tam Express*, la transition béninoise “bouleverse toutes les données politiques non seulement de la région ouest-africaine mais de toute l’Afrique et par-delà du tiers-monde”¹. *Le Forum de la Semaine* s’enorgueillit de ce que “le Bénin a montré à bien des pays africains la voie à suivre pour passer d’un régime autocratique, donc forcément anti-démocratique, à une ère de promotion de la liberté dans tous les domaines, donc à une ère de démocratie tous azimuts”². Et *La Gazette du Golfe* estime qu’“aujourd’hui, le Bénin constitue un miroir dans lequel l’Afrique noire cherche son nouveau visage politique”³. Et le journal tient à “souligner la beauté des pages d’une histoire vieille mais récente que les Béninois écrivent de leurs mains avec toute l’Afrique et le monde entier pour témoins”⁴. Ce que confirme *L’Opinion* : “en ce moment, le monde entier nous observe”.

Tout au long de la transition, les journaux soulignent le caractère extraordinaire du processus en cours dans leur pays⁵. Toutefois, très rapidement, ils émettent également des inquiétudes quant au succès réel et durable de l’entreprise. Ils décèlent effectivement dès le début du processus les obstacles qui pourraient entraver la progression de la démocratie dans le contexte béninois.

a. Les hommes politiques en question

La première source de méfiance réside dans la personnalité et le comportement des hommes politiques censés incarner et mener à bien la transition démocratique. Car, très vite, la presse soupçonne ces derniers de n’être, pour la plupart, “que des ambitieux égoïstes qui ne

¹ *Tam-Tam Express*, n° Spécial 29 mars 1991.

² *Le Forum de la Semaine* n° 12, 28 juin - 4 juillet 1991.

³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 52, 1er-15 juillet 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 45, 16-31 mars 1990.

⁵ Tessy Bakary souligne d’ailleurs à quel point l’idée de constituer un “modèle” de transition est devenue “obsessionnelle” dans le pays (“Au Bénin, les premiers pas d’un groupe panafricain d’«observation» des élections” in *Géopolitique Africaine* n° 4, vol.14, juillet-août-septembre 1991, p. 53).

sont nullement préoccupés par l'honneur et la grandeur de la patrie. Ils sont avides de pouvoir et rêvent de gérer les coffres publics"¹.

Même si l'on peut célébrer l'arrivée à la tête de l'État d'hommes neufs qui se proclament démocrates, les journalistes n'oublient pas que "le pouvoir est un élixir qui monte à la tête et ceux qui y ont goûté y retournent toujours, y restent, s'y accrochent, souvent à vie"².

La presse craint déjà que l'alternance au pouvoir soit difficilement acceptée par les hommes politiques africains, même issus de la nouvelle génération : "L'expérience montre que les chefs d'État africains (...) deviennent très vite esclaves du pouvoir. (...) Ils sont incapables de comprendre que toute chose a une fin, y compris les plaisirs de boire, de manger, de s'enrichir sur le dos d'un peuple affamé. Ils sont incapables de comprendre qu'on ne veut plus d'eux et qu'il faut accepter l'alternance. (...) C'est pourquoi ils sont capables de tout tenter, y compris le pire, pour se maintenir"³. "Dès qu'on prend ou arrache les rouages de l'État, on décide de les garder jalousement et pour toujours, jusqu'à la mort"⁴. Dès lors les journalistes craignent que les hommes politiques tentent, comme leurs prédécesseurs, de manipuler les consultations électorales alors que "Tout vrai démocrate doit pouvoir s'incliner devant l'expression du peuple souverain"⁵.

Les journalistes mettent donc d'emblée en doute les motivations des nouveaux "démocrates" béninois. Ils savent que "le pouvoir a souvent été en Afrique un moyen d'accès à l'opulence"⁶. Au Bénin, "depuis quelques lustres, la preuve est faite que la politique nourrit son homme"⁷. La presse craint donc la persistance des pratiques de prébende et de corruption au sein du pouvoir. Car généralement, les hommes politiques tendent à "privilégier l'intérêt personnel avant l'intérêt national"⁸. Dès le début de la transition, les journalistes estiment qu'"il y a lieu de nourrir quelques frayeurs au regard des dimensions du gâteau et de la meute d'individus qui attendent forcément leur part"⁹. Il ne faut guère se faire d'illusions sur les réelles

¹ *Le Forum de la Semaine* n° 22, 12-18 septembre 1990.

² *La Récade* n° 13, novembre 1990.

³ *L'Opinion* n° 16, février 1991.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 59, 16-31 octobre 1990.

⁵ *L'Opinion* n° 14, 17-31 décembre 1990.

⁶ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 45, 16-31 mars 1990.

⁷ *La Récade* n° 6, mars-avril 1990.

⁸ *Tam-Tam Express* n° Spécial 4 mars 1991.

⁹ *Le Forum de la Semaine* n° 49, 20-26 mars 1991.

motivations des nouveaux hommes politiques de la transition : “désormais, les avantages liés à l’exercice des fonctions politiques vont réveiller chez les Béninois l’appétit de la course au pouvoir et aux postes à responsabilité”¹. Et un journal que certains des nouveaux hommes politiques ont simplement “trouvé le créneau de la démocratie pour truander”².

En multipliant les possibilités d’accès aux postes de pouvoir, la démocratie offre de nouvelles voies d’enrichissement. D’où “l’éclosion anarchique de formations ou de micro-partis politiques, les conflits d’intérêts, la cacophonie des ambitions politiques”³. En quelques mois, des dizaines de partis politiques sont apparus au Bénin (plus de trente en treize mois de transition). Ce qui pourrait constituer un signe de bonne santé du renouveau démocratique soulève quand même certains doutes dans le chef des journalistes. “Le phénomène du nombre grandissant de formations politiques inquiète”⁴ car “si le népotisme, le régionalisme, les pratiques immorales et illégales doivent être accentuées en proportion égale, il y a à parier que la transition se fera douloureuse”⁵. Chacun des nouveaux partis béninois peut en général être considéré comme une “entreprise personnelle d’exercice du pouvoir”⁶ et reflète “l’ambition des groupes d’individus qui ont les mêmes intérêts à la représentativité”⁷.

Par conséquent, ces nouveaux partis, au service d’ambitions individuelles, ne reposent sur aucun fondement idéologique, aucun projet constructif. “En vain on a attendu les programmes de société”, se plaint un journaliste qui affirme n’avoir entendu de la bouche des “démocrates du renouveau” que “des ressentiments galvaudés”, “des propos malveillants”, des “balbutiements inintelligibles”. “La sagesse commande pourtant que lorsqu’on n’a rien à dire, on ne se présente pas devant un auditoire”⁸, conclut-il.

L’absence de projets de société à défendre implique que les partis tentent de recruter leurs électeurs sur base de “gesticulations politiciennes” et de “joutes oratoires assaisonnées à la sauce démagog-

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 46, 1er-15 avril 1990.

² *Tam-Tam Express* n° 50, 20 octobre - 2 novembre 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 9, 7-13 juin 1990.

⁴ *Le Forum de la Semaine* n° 28, 24-30 octobre 1990.

⁵ *La Récade* n° 6, mars-avril 1990.

⁶ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 46, 1er-15 avril 1990.

⁷ *Le Forum de la Semaine* n° 28, 24-30 octobre 1990.

⁸ *La Récade* n° 11, septembre 1990.

gique”¹. “Les candidats cherchent à convaincre les électeurs par une longue énumération puéride et ridicule de leurs bonnes intentions (routes, emplois, augmentations salariales. (...) Les promesses sont trop belles pour être vraies”². Or, souligne un journaliste, “les Républiques meurent de démagogie comme elles meurent d’opportunisme”³.

Mais les hommes politiques béninois ne se contentent pas de démagogie. “Ceux-là qui promettent monts et merveilles (...) distribuent balles de tissus, victuailles, argent, gadgets divers aux seules fins de gagner des voix. Ils sillonnent tous les jours nos villes et nos campagnes avec toute leur quincaillerie clinquante”⁴. Les journaux dénoncent “la distribution gratuite de machettes”⁵, “de billets, de boissons”⁶, “de boîtes de conserves”⁷... à tel point qu’un journaliste se demande “si la démocratie béninoise doit enfanter un «Père Noël»”⁸.

Ces méthodes inquiètent la presse car “quand ces pratiques, véritable viol des consciences –car quel nom donner à cette forme d’exploitation de la misère d’une partie de la population ?– sont l’œuvre de ceux-là même qui devraient doter la nation d’une vraie force morale, lui insuffler une foi nouvelle pour affronter les difficultés du monde moderne, on est en droit de se demander si la génération présente est bien en mesure d’infléchir le destin de ce pays”⁹. Face à la démagogie, à l’achat des consciences, les journaux en viennent même à considérer le multipartisme intégral comme un danger pour la démocratie naissante et certains se prononcent “en faveur de la fédération des partis pour n’en retenir strictement que ceux qui auront une obéissance nationale”¹⁰.

Enfin, l’extrême morcellement politique amène la formation d’“alliances de circonstance” qui ne peuvent “résister à l’épreuve du temps et de la vérité”¹¹, des “alliances contre-nature” conclues “avec les opposants aux réformes démocratiques”¹². Aucune “formation

¹ *La Gazette du Golfe* (nationale) n° 17, 2 octobre 1990.

² *L’Opinion* n° 17, 9 mars 1991.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 27, 17-23 octobre 1990.

⁴ *L’Opinion* n° 7, 22 juin - 6 juillet 1990.

⁵ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 46, 1er-15 avril 1990.

⁶ *L’Opinion* n° 7, 22 juin-6 juillet 1990.

⁷ *L’Opinion* n° 16, février 1991.

⁸ *Le Forum de la Semaine* n° 39, 9-15 janvier 1991.

⁹ *Le Forum de la Semaine* n° 39, 9-15 janvier 1991.

¹⁰ *La Récade* n° 6, mars-avril 1990.

¹¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 60, 1er-15 novembre 1990.

¹² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 67-68, 16 février-15 mars 1990.

politique ne peut à elle seule convaincre une fraction majoritaire de l'électorat. Alors, on cherche des appuis, des forces complémentaires¹, "même avec des membres actifs du PRPB, marxistes convaincus reconvertis en démocrates pour la circonstance"².

Tout cela dessine, en définitive, un paysage menaçant pour l'avenir du processus. "Peut-on construire une démocratie véritable et un pays prospère avec de telles combines politiciennes ?"³ s'interroge un journaliste. "Les ambitions personnelles et les luttes de clan finissent par prendre le dessus"⁴ et la presse conclut que "les artisans et les grandes figures du renouveau le sont beaucoup plus pour eux-mêmes. Le départ de l'ancien régime tant réclamé ne constituait donc qu'un bouc émissaire pour assouvir différentes soifs de pouvoir"⁵. Et un rédacteur ne cache pas ses craintes "qu'après le règne de l'oligarchie féodalo-militariste, une caste d'intellectuels se disant démocrates ne s'empare du pouvoir pour prendre sa part de gâteau"⁶.

Un dernier point suscite l'amertume des journaux face à la composition et aux comportements de la classe politique : le manque de renouvellement réel. Car, dans les partis politiques, se retrouvent "certains profiteurs du régime du Parti de la Révolution Populaire du Bénin"⁷ auxquels le renouveau démocratique a permis "de retourner leurs vestes et de se réfugier dans des petits partis politiques pour échapper au doigt accusateur du peuple"⁸. "C'est avilir l'avenir que de vouloir arroser les racines du renouveau démocratique avec du sang aussi souillé que celui des chiens galeux qui après avoir tué notre nation osent encore demander voix au chapitre".

La classe politique béninoise est restreinte et la plupart de ses membres se sont simplement convertis au credo démocratique quand le besoin s'en est fait sentir. Au terme des premières élections législatives libres et démocratiques de 1991, les journaux constatent que "la plupart des 64 députés qui forment l'Assemblée Nationale du Renouveau Démocratique sont des «anciens» de la vie politique béninoise. Ils ont déjà été observés, certains aux affaires, durant des années ; nombreux sont ceux qui ont participé à plusieurs reprises aux

¹ *L'Opinion* n° 7, 22 juin - 6 juillet 1990.

² *L'Opinion* n° 15, 1er-15 janvier 1991.

³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 62, 1er-15 décembre 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) ,°63-64, 1er-15 janvier 1991.

⁵ *Tam-Tam Express* n° 59, 25 février - 10 mars 1991.

⁶ *La Gazette du Golfe* (nationale) n° 17, 2 octobre 1990.

⁷ *Tam-Tam Express* n° 59, 25 février - 10 mars 1991.

⁸ *Le Forum de la Semaine* n° 8, 31 mai - 6 juin 1990.

précédents gouvernements...”¹. Comment dès lors s’étonner de ce que certaines pratiques politiques douteuses se pérennisent sous le nouveau régime ?

Le thème de la persistance des “vieux dinosaures” est évoqué à nouveau lorsque, à la fin de la période de transition, l’ancien dictateur Mathieu Kérékou pose sa candidature aux élections présidentielles. Plusieurs journaux se demandent alors “comment il a pu penser un seul instant qu’il pouvait encore déceimment briguer les suffrages de ses concitoyens. (...) Un homme qui a tué, torturé, massacré, qui a ruiné le pays...”², “un tyran vomit du peuple et à jamais rayé de la mémoire des hommes et des femmes de ce pays”³. “Personne en fait ne souhaite effectivement qu’il soit encore réélu à la tête du Bénin”⁴, assure un journaliste. Pourtant, l’ancien président recueille finalement suffisamment de voix pour accéder au second tour. S’interrogeant sur ce succès qu’ils n’avaient pas pressenti, les journaux remarquent que “certains Béninois disent que face aux agitations et à la cacophonie des ambitions (...) Mathieu Kérékou serait encore un moindre mal”⁵. Sa candidature constituerait “un pied de nez à cette multitude de nouveaux venus qui ont l’air de prendre le Bénin comme une chambre de jeux à gérer”⁶. Ainsi, les journaux épinglent déjà les raisons qui ramèneront, cinq ans plus tard, Kérékou au pouvoir. Les nouveaux démocrates ont déçu, parce que, comme la presse le craignait d’emblée, ils ne sont pas parvenus à rompre réellement avec les anciennes pratiques de pouvoir, à se montrer vraiment fidèles aux nouvelles valeurs démocratiques prônées. Et cette déception conduit si pas à un repli nostalgique vers le passé, du moins au choix de l’alternance.

b. La population béninoise face à la chose politique

Les journaux ne s’inquiètent pas uniquement de l’état d’esprit des dirigeants : d’emblée, celui de la population dans son ensemble les rend également soucieux. Ainsi, certains journalistes estiment que

¹ *La Gazette du Golfe* n° 71, 16-30 avril 1991.

² *L’Opinion* n° 18, 22 mars 1991.

³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 69, 16-31 mars 1991.

⁴ *Le Forum de la Semaine* n° 46, 27 février-5 mars 1991.

⁵ *La Récade* n° 16, mars 1996.

⁶ *Le Forum de la Semaine* n° 45, 20-26 février 1991.

“le Bénin est confronté à un grave problème des mentalités”¹ et qu’“il faudrait que chacun à son niveau essaie de faire une refonte totale de sa mentalité”².

La population manquerait de réelle conscience politique et cela transparaîtrait dans ses comportements électoraux : “On est membre d’un parti par amitié ou par réaction : Sagbo est membre du parti A parce que son cousin Zinsou est de ce parti ou en est le leader ; Bocco est du parti B parce que son adversaire ou l’adversaire atavique de sa famille est membre du parti A. Tel autre est membre du parti B parce que ce parti, parti dominant dans la région, rassemble la majorité de l’ethnie (...). Le choix n’est jamais fait en fonction d’un programme”³. Et un journaliste conclut : “en l’état actuel de notre culture politique, le sentiment de solidarité «ethnique», «régionale» reste un mobile déterminant dans les décisions de l’électorat”⁴.

Or les journaux s’accordent à penser que “lorsqu’il s’agit de choisir les hommes devant diriger une institution d’État, on devrait placer au-dessus (...) le critère de la compétence et de la fiabilité, le critère, en un mot, de l’excellence, et développer chez tous le sentiment d’appartenir non à une fédération de provinces éclatées, atomisées, juxtaposées en une muette coexistence, mais à une seule et même patrie, le Bénin”⁵. Des progrès sont donc nécessaires afin de sensibiliser la population à une autre vision du politique dans un pays où “on ne vote pas sur la base des programmes politiques, mais en fonction de la proximité géographique ou des liens claniques, tribaux, ethniques”⁶.

Non seulement la presse s’inquiète des critères sur lesquels la population béninoise fonde ses choix politiques, mais elle s’effraye de ce que, d’une manière générale, les simples citoyens se sentent peu concernés par l’évolution politique qui reste l’apanage de l’élite lettrée et citadine. “La question que je me pose habituellement”, souligne un journaliste, “est de savoir ce que sait le paysan (...) des péripéties politiques qui constituent l’actualité de notre pays aujourd’hui. Que savent nos braves paysans de la Constitution, des nouvelles élections, du multipartisme, du programme politique, des

¹ *Le Forum de la Semaine* n° 23, 16-25 septembre 1990.

² *L’Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 41, 16-31 janvier 1990.

⁴ *L’Opinion* n° 1, 15 février 1990.

⁵ *L’Opinion* n° 2, 15 mars 1990.

⁶ *Tam-Tam Express* n° 60, 18-31 mars 1991.

institutions politiques prochaines et autres volets du renouveau démocratique ? (...) Ils se sentent dans un monde à part et considèrent la politique comme l'affaire des «Akowés»¹, des gens de la ville»². Et un confrère insiste : «80% des Béninois analphabètes n'entendent rien à ces théories savantes. Ils se demandent, anxieux, ce que les intellectuels, après la révolution, sont en train maintenant de préparer pour eux»³. Face aux gesticulations politiciennes, «le peuple ne se retrouve pas dans ce qui se passe. Il assiste en spectateur aux tiraillements»⁴. D'où les faibles taux de participation lors des consultations électorales : «d'aucuns ont préféré rester chez eux (...), peu concernés par cette chose politique dans laquelle ils ne voient pas un intérêt direct»⁵.

Cette rupture entre l'élite politique et la population, obstacle à l'établissement d'une véritable démocratie, est d'autant plus préoccupante qu'elle s'ancre dans le mépris des autorités pour leurs citoyens. Les journaux soulignent le «manque de considération de la classe politique vis-à-vis de cette immense proportion de nos compatriotes que les politiciens considèrent simplement comme des «masses», des «masses populaires» qui ne sont bonnes qu'à donner des voix électorales»⁶. Cette attitude est d'autant plus malvenue qu'en démocratie, les élus sont censés représenter la population, «ce peuple dont tout le monde parle mais que la classe dirigeante connaît très peu dans ses manifestations et dont elle est pourtant le porte-parole»⁷.

Enfin, les journaux s'inquiètent également de certaines attentes erronées que la population peut nourrir à l'égard du renouveau démocratique. D'une part, nombreux sont ceux qui confondent démocratie et anarchie. «Un de ces jours, je faisais une course de taxi dans Cotonou», raconte un journaliste. «Arrivé devant un feu orange qui annonçait qu'on devait s'arrêter dans un instant, mon voisin de droite qui piaffait d'impatience et sous le prétexte qu'il était pressé a enjoint au conducteur de ne pas s'arrêter parce que les agents de police n'étaient pas là et que par surcroît nous étions en période de renouveau démocratique»⁸. «Oui à la démocratie et à la liberté, mais encore

¹ «Akowé» est un terme fon qui désigne, depuis la période coloniale, l'«évolué», c'est-à-dire celui qui a fréquenté l'école de type français.

² *L'Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 23, 19-25 septembre 1990.

⁴ *Tam-Tam Express* n° 50, 20 octobre - 2 novembre 1990.

⁵ *L'Opinion* n° 16, février 1991.

⁶ *La Récade* n° 14, décembre 1990.

⁷ *Le Forum de la Semaine* n° Spécial août 1990.

⁸ *L'Opinion* n° 6, 8-21 juin 1990.

faudrait-il en connaître l'usage et les règles. Le peuple béninois dans son ensemble (...) doit aller à l'école de cette démocratie sinon elle se retournera contre lui. La démocratie, ce n'est pas la vengeance aveugle et le refus de l'autorité"¹, remarque un confrère.

Les journaux insistent régulièrement sur les exigences que pose le régime démocratique, sur les efforts qu'il nécessite. "Liberté ici n'a rien à voir avec l'égoïsme d'un enfant gâté qui veut faire ce qui lui plaît. (...) Au nom de la liberté, chacun peut faire ce qu'il souhaite, même les pires excès. (...) La liberté, au sens de valeur, (...) implique la victoire sur ses passions, ses arrières pensées et ses pulsions"². En d'autres termes, "le peuple (...) doit reconnaître que la sauvegarde des droits de l'homme n'exclut pas l'accomplissement des devoirs du citoyen"³.

Puisque la démocratie implique de la part de la population un effort, un investissement personnel, son implantation s'inscrit donc dans la durée. "N'est pas démocrate qui le veut. Oh ! Quelle longue expérience d'apprentissage ! Quelle patience pour acquérir et maîtriser les principes d'expression et de participation à la vie politique par les moyens démocratiques et pacifiques ! La démocratie est donc un gros exercice qui n'est pas indiqué pour les âmes faibles, magouilleuses, honteuses"⁴.

Les journalistes pressentent que si les attentes de la population se trouvent en décalage par rapport aux réalités du régime démocratique, elles ne peuvent que déboucher sur la déception. "Pour l'homme de la rue –le profane s'entend– dès la fin triomphale de la conférence nationale des forces vives, tout devait aller comme sur des roulettes. (...) Mais hélas, les choses ne sont pas si faciles. Et l'euphorie de l'après-conférence commence à s'estomper devant certaines réalités", remarquait un journaliste moins de cinq mois après le début de la transition. A nouveau, cette euphorie «avortée», cette déception face à la non réalisation d'attentes sans doute trop grandes et déplacées constituera un motif majeur de la victoire de Mathieu Kérékou aux élections cinq ans plus tard. De même que la persistance du vote régionaliste qui entraînera que la redéfinition stratégique des alliances entre les «chefs géographiques» puisse faire basculer la balance du côté de l'ancien dictateur. Le taux important d'abstention confirmera,

¹ *Tam-Tam Express* n° 50, 20 octobre-2 novembre 1990.

² *La Gazette du Golfe* (internationale), n° 70, 1er-15 avril 1991.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 32, 21-27 novembre 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 57, 16-30 septembre 1990.

quant à lui, le désintéret croissant d'une population pour les jeux politiques menés par ses dirigeants.

c. Un environnement défavorable

Enfin, la presse béninoise s'est également très tôt inquiétée du contexte particulier au sein duquel a émergé le processus de démocratisation. Un contexte caractérisé tout d'abord par une situation économique déplorable. Or, comme le souligne un journaliste, "la démocratie à elle seule ne suffit pas pour nourrir les gens"¹.

La presse ne manque pas de souligner le lien ambigu entre démocratie et développement : "c'est vrai qu'il n'y aura pas de démocratie tant que règne la pauvreté. Mais il est vrai aussi qu'il n'y aura pas de lutte efficace contre la pauvreté tant qu'il n'y aura pas de démocratie au sens propre du terme"². D'une part, "la liberté d'expression, d'association, le respect des droits de l'homme et autres attributs des régimes véritablement démocratiques sont des atouts dont l'Afrique a besoin aujourd'hui pour son développement"³. Car "un peuple privé de liberté aura beau faire, il ne sera jamais développé. Le peuple devrait être libre de ses décisions afin de jouir pleinement des efforts qu'il fournira et des sacrifices qu'il consentira"⁴. Mais d'autre part, le régime démocratique, "s'il n'est pas accompagné de justice sociale et d'un niveau de vie meilleur pour les paysans pauvres et les prolétarisés des villes apparaîtrait formel. Le peuple n'a que faire de l'exercice du suffrage universel sans progrès social"⁵.

Il est donc difficile d'établir si la démocratie doit précéder le développement économique ou si au contraire le second est indispensable à l'implantation de la première. La presse souligne en tout cas qu'il est forcément difficile de sensibiliser la population aux nouvelles institutions démocratiques dans un contexte où, "pour la plupart des Béninois, l'heure est à la satisfaction des besoins fondamentaux"⁶. "Aujourd'hui", remarque un journaliste, "c'est de la lutte pour la

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 52, 1er-15 juillet 1990.

² *Tam-Tam Express* n° 53, 3-16 décembre 1990.

³ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 52, 1er-15 juillet 1990.

⁴ *Le Forum de la Semaine* n° Spécial août 1990.

⁵ *Le Forum de la Semaine* n° 22, 12-18 septembre 1990.

⁶ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 59, 16-31 octobre 1990.

survie ou le mieux être de chacun qu'il est question"¹. La préoccupation de l'instauration de la démocratie ne peut donc que passer au second plan face aux impératifs de survie.

De plus, la situation économique défavorable du pays entraîne une dépendance totale vis-à-vis des bailleurs de fonds occidentaux. "L'État du Renouveau Démocratique est de plus en plus obligé de quémander pour honorer ses engagements"², constate un journaliste. Pendant qu'un confrère s'indigne de ce que le Bénin soit devenu "un mendiant international jamais satisfait"³. "Pareille dépendance heurte l'amour-propre"⁴ et pose le problème de l'indépendance réelle de l'État béninois. "Pour l'heure, le Bénin est à la merci des puissances riches", constate un journaliste. "On le sait bien parce que le payeur est le décideur..."⁵.

Tout au long de la période de transition, les bailleurs de fonds occidentaux ont soutenu le processus de démocratisation. "Les donateurs sont autant satisfaits des changements intervenus que les citoyens de ce pays"⁶. La conditionnalité démocratique, liant l'octroi de l'aide à l'adoption de réformes politiques, a constitué un outil de pression fondamental. "Personne ne peut en effet nier le rôle joué alors par ces derniers, ni la pression qu'ils ont, dans le bon sens pour une fois, exercée sur un régime exsangue qui avait absolument besoin d'eux, en exigeant de lui, comme condition de leur aide, des concessions significatives au principe démocratique et aux droits de l'homme"⁷. "L'attitude des bailleurs de fonds (...) le FMI et la Banque Mondiale n'est-elle pas salvatrice ? Démocratie ou rien, nous opposent-ils. Mais c'est là, croyons-nous, le salut des peuples africains"⁸.

Toutefois, les journaux s'interrogent sur la profondeur, la sincérité des convictions démocratiques de ces bailleurs de fonds. "Lorsque les experts du FMI, pourtant très pointilleux sur la question des libertés, n'éprouvent aucun embarras à donner en exemple le régime du capitaine Rawlings (...) cette attitude doit donner à réfléchir"⁹,

¹ *Le Forum de la Semaine* n° 46, 27 février - 5 mars 1991.

² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

³ *Le Forum de la Semaine* n° 35, 12-18 décembre 1990.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 61, 16-30 novembre 1990.

⁵ *Le Forum de la Semaine* n° 15, 19-25 juillet 1990.

⁶ *Le Forum de la Semaine* n° 15, 19-25 juillet 1990.

⁷ *L'Opinion* n° 18, 22 mars 1991.

⁸ *La Récade* n° 8, juin 1990.

⁹ *Le Forum de la Semaine* n° 23, 19-25 septembre 1990.

remarque un journaliste. L'ambiguïté de la position des bailleurs de fonds, qui ne fera que s'amplifier au cours des années ultérieures, est donc très tôt décelée par la presse qui appelle à la lucidité. "Ces puissances [occidentales], loin de rechercher le vrai bonheur des peuples démunis de ce continent pensent d'abord à leurs propres intérêts et n'hésitent pas à s'assurer qu'elles ont au pouvoir un roitelet prêt à toutes les concessions"¹.

La presse s'interroge tout particulièrement sur la position de l'ancien pays colonisateur, la France. Au lendemain du discours de La Baule, une question s'impose : "Paris jouera-t-il la sincérité jusqu'au bout ? Qui ne connaît pas les amitiés traditionnelles de la France ! (...) S'il est un domaine où la continuité a prévalu depuis trente ans, c'est évidemment la politique africaine de la France. (...) Les mêmes dirigeants sont restés en place à quelques exceptions près. La France va-t-elle les déboulonner aujourd'hui, reniant ainsi les amitiés traditionnelles ? Toute la question de la sincérité est là"². A la veille des élections présidentielles, la position ambiguë de la France apparaît de manière plus évidente aux yeux de la presse qui estime que la France soutient Mathieu Kérékou, à la suite des dirigeants de certains autres pays africains inquiets de l'évolution en cours au Bénin. "L'exemple béninois est perçu par certains chefs d'État de la sous-région comme un mauvais exemple, une menace pour leur propre destin politique. Rien de moins surprenant que de voir la France faire chorus avec ces anciens chefs d'État qu'elle protège et soutient"³. Il est vrai que Kérékou appartient à cette ancienne génération de dirigeants africains bien connus de Paris, alors que Nicéphore Soglo semble sorti d'une autre école. "Trente ans après l'indépendance, les Français de droite continuent de nous prendre pour leur chasse gardée à préserver contre les Américains et les Allemands dont Nicéphore Soglo serait le poulain"⁴. Voici encore une intuition qui se confirmera cinq ans plus tard, la presse analysant alors la défaite de Nicéphore Soglo comme un échec de sa politique visant à extraire le pays de l'influence presque exclusive de la France.

Un dernier point semble inquiéter la presse béninoise : la réaction des forces armées béninoises au processus démocratique dans un pays où, depuis près de trente ans, les militaires sont présents sur la

¹ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 50, 1er-15 juin 1990.

² *La Récade* n° 9, juillet 1990.

³ *L'Opinion* n° 18, 22 mars 1991.

⁴ *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 69, 16-31 mars 1991.

scène politique. “C’est déjà une bonne chose que les pêcheurs en eaux troubles «enkakyades» qui, pendant près de trois décennies, faisaient et défaisaient notre nation aient, par pur repentir, décidé d’un repli tactique vers les casernes”¹. Dans le nouveau régime démocratique, “les forces armées doivent se séparer définitivement de la chose politique pour reconquérir la force productive d’antan, assurer au mieux la quiétude des populations, la sécurité du territoire... Le virus des putschs doit être anéanti”². “Ils [les militaires] gagneraient à commencer à construire (...) plutôt qu’à se mettre en colonnes derrière des hommes politiques”³. Il s’agit donc, si l’on veut garantir le succès du processus de démocratisation, d’obtenir définitivement le retrait de l’armée de la scène politique.

D’autant plus que la fidélité de l’armée à l’ancien président est indéniable. “Kérékou est resté dans l’armée l’homme populaire malgré tout”⁴. Tout particulièrement, “le Bataillon de la Garde Présidentielle est un corps de l’armée nationale entièrement dévoué à un homme : celui-là qui exerce depuis 1972 un pouvoir sans partage dans l’armée. (...) Et, pour préserver ses privilèges, il faut conserver le pouvoir du chef suprême sans lequel rien ne serait possible”⁵. A nouveau, cinq ans plus tard, le retour de Mathieu Kérékou à la tête du pays sera analysé par certains journalistes comme un signe de la persistance du pouvoir politique de l’armée.

En définitive, il ressort de cette analyse que la presse, que l’on aurait pu croire aveuglée par l’euphorie du moment, se montre d’emblée très sceptique face à l’avenir du processus de démocratisation. Elle met en évidence avec honnêteté et justesse les dysfonctionnements susceptibles de frapper le nouveau régime. A la fin de la présidence de Nicéphore Soglo, à l’heure des bilans, elle ne pourra que faire le constat de la concrétisation de certaines de ses appréhensions. Certains membres du gouvernement n’ont pas échappé à la tentation de la corruption, du népotisme, du régionalisme, mettant en œuvre les stratégies les plus douteuses au service de leur ambition personnelle. Une frange importante de la population s’est détournée d’un débat politique auquel elle ne comprend rien et qui ne lui est d’aucune utilité concrète pour affronter les difficultés quotidiennes.

¹ *La Gazette du Golfe* (nationale) n° 4, 23 février 1990.

² *La Gazette du Golfe* (internationale) n° 48, 1er mai 1990.

³ *Tam-Tam Express* n° 55, 1er-13 janvier 1991.

⁴ *Le Forum de la Semaine* n° 48, 13-19 mars 1991.

⁵ *Le Forum de la Semaine* n° 48, 13-19 mars 1991.

De plus, la situation économique générale ne s'est pas améliorée et la France ne peut cacher son irritation de voir un membre de son pré carré lui échapper quelque peu.

Les maux que rencontre la démocratie béninoise trouvent leur origine dans quelques constats simples. D'une part, le Bénin a adopté les institutions de la démocratie occidentale comme un modèle amputé de l'esprit qui l'a façonné et de la pratique qui en permet le fonctionnement¹. Dirigeants et citoyens doivent travailler à intégrer ce modèle, à le comprendre, à l'habiter, quitte à le transformer pour le faire correspondre à leurs aspirations propres. Le risque qui demeure est que les institutions nouvelles soient confisquées par les individus les mieux à même de les comprendre et de les investir, à savoir ceux qui ont déjà plus ou moins ouvertement fréquenté les allées du pouvoir ou suivi les circuits d'éducation occidentaux (ce qui les coupe des masses populaires mais leur permet de maîtriser le lexique et le fonctionnement de la démocratie occidentale).

D'autre part, l'État a constitué, depuis qu'il existe dans ce pays, le lieu privilégié de l'accumulation permettant la redistribution. D'où, il n'est considéré, par les hommes politiques ou les populations, que comme une voie d'accès à des richesses qui manquent cruellement dans un contexte africain de précarité généralisée². Il n'est donc pas étonnant que les institutions issues du processus de démocratisation se constituent en nouveaux réseaux clientélistes, suscitent de nouvelles allégeances, entraînent de nouvelles formes de redistribution des biens. C'est le fondement même du rapport entre économie et État qui, biaisé, doit être reconsidéré, réaménagé.

De plus, la démocratie africaine tente de s'implanter dans un contexte qui a été marqué depuis des décennies par la dépendance externe (économique mais aussi politique) et l'autoritarisme interne. La constitution d'une société civile forte, diversifiée et créatrice – exigence du système démocratique – constitue donc un véritable défi pour une population longtemps et doublement disqualifiée (autant sur le plan national qu'international).

¹ F. AKINDÈS, *Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone*, Dakar, CODESRIA, 1996, p. 164-166.

² Achille Mbembe fait ce commentaire éclairant : "L'État est ici l'espace alimentaire par excellence. Ceux qui parviennent à s'en emparer échappent de ce fait à la famine et à la disette. Ils peuvent par ce biais contrôler le processus d'accumulation" (*Les jeunes et l'ordre politique en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 234).

Enfin, il ne faut pas omettre que certains “maux” sont inhérents au système démocratique lui-même et continuent d’ailleurs à susciter des interrogations dans les nations occidentales où la tradition démocratique est ancienne. Ainsi, le fait que la démocratie donne la parole, par le biais de la liberté d’expression, aux ennemis de la démocratie reste problématique. De même, la défiance de la population par rapport aux dirigeants qu’elle a elle-même élus, son désintérêt global pour la chose politique, semblent incontournable dans le cadre d’une démocratie fondée sur la représentativité et une complexité (doublée d’une technicité) croissante des postes de décision politiques. Et même le lien entre démocratie et économie suscite le débat dans un contexte où l’existence quotidienne de beaucoup de citoyens dépend désormais de structures financières, aux mains d’individus non élus, qui échappent au contrôle de l’État.

Le questionnement développé par la nouvelle presse privée béninoise s’inscrit donc à la fois dans le cadre des réflexions sur les ressources et l’avenir politiques des États africains et celui des débats sur la valeur et les modalités de mise en œuvre du modèle démocratique.

Conclusion

Les philosophes des Lumières étaient convaincus qu’en changeant le langage on changeait aussi la manière de penser. La Révolution française fut marquée par l’émergence conjointe d’un nouveau discours et d’une nouvelle manière de concevoir la politique. 1789 fut l’occasion d’une “explosion de la parole libre, parfois désordonnée et folle” : en un an, 140 journaux naquirent à Paris qui contribuèrent “au grand événement de langage et d’éloquence qu’est, dès son début, la Révolution”¹. La transition démocratique béninoise a, elle aussi, constitué un événement de langage : une nouvelle parole, libérée de certaines entraves a jailli, participant à une renaissance du verbe politique, inventant une éloquence à la mesure du présent.

Le discours de la nouvelle presse privée participe d’une redéfinition des conditions et du contenu de la prise de parole politique au Bénin. Les propos sont neufs, multiples et se veulent porteurs de vérité et de démocratie, en rupture avec la langue officielle, manipulée

¹ C. LABROSSE et P. RETAT, *Naissance du journal révolutionnaire : 1789*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1989, p. 7.

et univoque des médias gouvernementaux de la période autoritaire. La liberté d'expression, désignée par la presse comme un des fondements du régime démocratique, signifie que toute personne peut désormais exprimer ses opinions, ses doutes, ses jugements sans contraintes.

L'apparition de la nouvelle presse privée participe donc d'un double processus. D'une part, les nouveaux journaux s'inscrivent dans l'instauration des nouvelles institutions démocratiques classiques (dont ils constituent une composante au même titre que le principe de séparation des pouvoirs, l'élaboration d'une Constitution, la tenue d'élections libres...). D'autre part, ils permettent l'expression de la contestation, de la critique, qui, jusque-là, n'existaient que de manière clandestine, cachée. Ils répercutent les espoirs mais aussi les doutes d'une frange de la population face aux changements en cours.

Toutefois, cette parole neuve reste limitée non seulement dans sa portée (vu le faible taux d'alphabétisation et la mauvaise circulation de la presse) mais dans sa capacité à refléter la position de l'ensemble de la société. Les idées et opinions nouvelles qui s'expriment à travers ces nouveaux organes de presse reflètent les pensées et les ambitions de l'élite francophone, scolarisée et urbaine. Car les journalistes appartiennent à cette même classe qui a accouché des nouveaux hommes politiques de la transition et qui désire redéfinir les conditions et les modalités d'accès au pouvoir et aux biens.

Le français dont usent les journalistes (comme les hommes politiques) fonctionne comme un marqueur social, un fondement identitaire de cette classe spécifique. C'est une langue "culturellement chargée", héritée de la colonisation, imposée "par le haut" dans une société foncièrement orale et multilingue. Elle constitue à la fois le moyen d'expression de la revendication démocratique et le lieu symbolique de la rupture entre l'élite lettrée et la majorité de la population analphabète et non francophone. Le vocabulaire de la démocratie, avec lequel la presse jongle, se trouve confronté à une double résistance. D'abord au fait que la plupart des citoyens béninois continuent à penser la politique en langues vernaculaires : or y a-t-il une traduction en fon, en bariba ou en adja pour les termes "démocratie", "constitution", "multipartisme" ? Et les traductions, si elles existent, n'opèrent-elles pas un glissement de sens ? Ensuite, même dans les milieux francophones où le lexique de la démocratie est compris, maîtrisé, de tels glissements de sens peuvent se produire, car la culture politique sous-jacente va toujours travailler à teinter les pratiques et les termes nouveaux de la démocratie. Les journaux ne

craignent-ils pas que le registre démocratique soit dévoyé ou mal compris par ceux-là même qui sont chargés de mener à bien la transition ?

En définitive, il apparaît que les “maux” de la démocratie naissante rejaillissent au sein des “mots” qui proclament et commentent ce nouveau système. Les “mots” de la démocratie restent, tout comme les nouvelles institutions politiques, l’apanage d’une minorité privilégiée parfois peu scrupuleuse¹. La société béninoise apparaît comme clivée entre un espace politiquement dominateur qui use d’une langue spécifique, le français, et le lieu négligé de l’expression populaire en langues nationales. Le discours de la nouvelle presse privée, dont nous avons cité de larges extraits, s’inscrit dans la première sphère par son choix linguistique, lexical et thématique. Il nous semble pertinent de revenir ici à ce que Pierre Bourdieu écrivait de l’usage du français par les révolutionnaires de 1789 : “Le conflit entre le français de l’intelligentsia révolutionnaire et les idiomes ou le patois est un conflit pour le pouvoir symbolique qui a pour enjeu la formation et la ré-formation des structures mentales. Bref : il ne s’agit pas seulement de communiquer, mais de faire connaître un nouveau discours d’autorité, avec son vocabulaire politique, ses termes d’adresse et de référence, ses métaphores, ses euphémismes et la représentation du monde social qu’il véhicule et qui, parce qu’elle est liée aux intérêts nouveaux de groupes nouveaux, est indécible dans les parlers locaux façonnés par des usages liés aux intérêts spécifiques des groupes paysans”².

Le discours de la nouvelle presse privée, même s’il est limité dans sa portée, constitue donc un élément important du renouveau démocratique : en imposant un nouveau vocabulaire, il contribue à l’instauration de nouvelles représentations du pouvoir et des rapports sociaux ; en dénonçant les maux qui menacent le processus, il encourage à les prévenir ou à les éviter ; en critiquant sans retenue les

¹ Nous avons montré ailleurs combien les contradictions des nouveaux hommes politiques africains trouvaient leur reflet dans celles de la nouvelle presse privée. Car les journaux ne se situent pas en dehors des réseaux de distribution ni n’échappent à la dépendance internationale ni aux allégeances internes. Voir notre article “New Private Media in French-Speaking West African Countries : Problems and Prospects”, in *Afrika Focus*, vol. 12, n° 1-2-3, p. 85-117. Ainsi que notre thèse de doctorat *Presse et Démocratie en Afrique francophone*, Université Libre de Bruxelles, 1997, p. 728-795.

² P. BOURDIEU, *Ce que parler veut dire : L’économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 31.

comportements des dirigeants comme des citoyens, il instaure une nouvelle forme de connaissance de soi-même pour la société tout entière. Et le caractère prémonitoire de certaines des appréhensions des journaux en constitue simplement un signe : cette nouvelle presse privée est bel et bien le lieu d'un nouveau regard (critique et lucide) jeté par la société béninoise (ou par une frange dominante et déterminante de cette société) sur elle-même et sur son devenir.